

**Patricia COMMUN :**

## Le miracle économique : mythe ou réalité ?

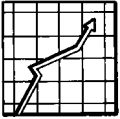
*Les conditions du retour à la croissance, 1945 - 1950*



Analyse parue dans **Documents, Revues des questions allemandes**, n° 4 / 2004.

<http://www.revuedocuments.com/>

Patricia Commun est maître de conférences à l'UFR Langues de l'université de Cergy-Pontoise et auteur de l'ouvrage **Ordolibéralisme** publié sous sa direction aux Editions du CIRAC.



# LE MIRACLE ÉCONOMIQUE : MYTHE OU RÉALITÉ ?

## Les conditions du retour à la croissance, 1945-1950

PATRICIA COMMUN

*Dans un premier temps, la notion même de miracle économique sera analysée. Puis, pour mieux comprendre s'il y a eu « miracle » ou non, il est nécessaire de revenir à la période immédiatement antérieure au « miracle », c'est-à-dire les années 1945-1949 qui préparent le miracle économique sur le plan à la fois économique, politique et social. (1) Enfin, il s'agira de poser quelques questions sur l'origine, le sens et la fonction de l'attribut « père du miracle économique allemand » accordé au ministre fédéral de l'Économie Ludwig Erhard. (2)*

Le miracle économique allemand est l'expression consacrée qui désigne le succès économique spectaculaire et durable de la RFA dans les années 1950. Ce succès relativement rapide et important propulsa la RFA au rang des toutes premières puissances économiques mondiales. Il faisait suite à un effondrement tel, qu'il fut qualifié *a posteriori* d'« Heure zéro ».

La capacité d'une économie nationale à retrouver le chemin de la croissance après une faillite sociale, économique et politique a laissé un souvenir quasiment mythique.

Aujourd'hui le thème du miracle économique fait l'objet de publications, de rappels fréquents dans la presse, d'émissions télévisées sur les chaînes allemandes (3), donnant lieu à une nostalgie de l'éthique des années 1950 que nous connaissons également bien en France.

Au cours des années 1980, des historiens de l'économie en Allemagne ont voulu comprendre, expliquer ou encore remettre en cause l'idée d'un miracle économique. (4)

### I- Qu'est-ce que le miracle économique ouest-allemand ?

#### Le miracle économique en chiffres

Le succès économique de l'Allemagne de l'Ouest dans les années 1950 se quantifie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs dont voici les quatre principaux :

1. Les taux de croissance annuels du Produit national brut sont spectaculaires pendant les années 1950 : tandis que la croissance plafonne à plus de 16 % en 1950,

(1) Gérard Schneilin, Horst Schumacher, *Économie de l'Allemagne depuis 1945*, Armand Colin, 1992 ; Jean-Paul Cahn, Gérard Schneilin et Henri Ménudier (coll.), *L'Allemagne et la construction de l'Europe (1949-1963)*, Editions du Temps, 2000 ; Walter Eucken, *Ordnungspolitik*, LIT, 1999 (réédition de textes de 1946 à 1949).

(2) Ludwig Erhard, *Wohlstand für alle*, Econ, 2000 (la 1<sup>ère</sup> édition date de 1957). Patricia Commun « Erhards Bekehrung zum Ordoliberalismus. Die grundlegende Bedeutung des wirtschaftspolitischen Diskurses in Umbruchszeiten, Diskussionspapier auf der Webseite des Walter Eucken Instituts », N° 4 2004

[www.walter-eucken-institut-de/publikationen/04\\_4bw.pdf](http://www.walter-eucken-institut-de/publikationen/04_4bw.pdf)

(3) L'émission de Sabine Christiansen sur l'ARD le 10.01.05 portait sur le miracle économique allemand. Les chefs d'entreprise invités, anciens acteurs du miracle économique (Graf von Faber Castell, Hermann Bahlsen...) ont déploré, de nos jours, l'absence d'élan de foi et d'esprit de solidarité qui faisaient la force du redémarrage dans les années 1950.

(4) Werner Abelshäuser, *Wirtschaft in Westdeutschland 1945-1948*, Rekonstruktion und Wachstumsbedingungen in der amerikanischen und britischen Zone, Stuttgart 1975 ; Christoph Buchheim, « Die Währungsreform 1948 in Westdeutschland », in : *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, 36.Jg. 1988 ; ders., *Die Wiedereingliederung Westdeutschlands in die Weltwirtschaft 1945-1958*, München 1990 ; Volker Hentschel, Ludwig Erhard. *Ein Politik-erleben*, Olzog, 1996.

les années suivantes évoluent entre 8, 9 et 12 % jusqu'en 1955. La deuxième moitié des années 1950 tourne autour de 7 % l'an. (5)

2. Cette croissance est tirée par la production industrielle : si on prend un indice 100 pour l'année 1950, on aboutit à l'indice 276 pour la RFA en 1960. Pour mémoire, la France n'atteint qu'un chiffre de 208 en 1960, affichant donc une courbe de croissance beaucoup plus plate.

3. La production industrielle est elle-même principalement tirée par la demande internationale. Si on considère les chiffres du commerce extérieur, on voit que la balance commerciale de la RFA, c'est-à-dire le solde entre importations et exportations, devient positive dès 1952. Entre 1951 et 1960, la part de la RFA dans les exportations mondiales passe de 3,6 % des exportations mondiales à 10 %. (6)

4. La croissance est créatrice d'emplois : entre 1950 et 1958, on passe de 20 millions d'actifs à 25 millions pour la seule RFA. Le rythme de création d'emplois est environ de 500 000 par an.

Un certain nombre d'autres indicateurs donnent des éclairages sur la manière et les conditions dans lesquelles ce succès global a été réalisé :

◆ L'inflation est maîtrisée : l'indice du coût de la vie passe de 100 à 120 entre 1950 et 1960, malgré le pic inflationniste du début des années 1950 dû à la libéralisation des prix, puis rapidement rentré dans l'ordre. Pour la France, qui en est restée à un système d'économie dirigée et de contrôle des prix, l'indice du coût de la vie passe de 100 à 186 sur la même période.

◆ L'évolution des salaires est certes inférieure aux taux de croissance. En effet, si l'on prend une base de 100 en salaire réel pour un ouvrier, on obtient 106,7 pour 1951, 129,1 pour 1955. Cependant il faut noter que l'évolution des salaires n'est que légèrement inférieure à l'évolution des taux de productivité (10,7 % d'augmentation en 1950, puis 8,2 % en 1951, et en moyenne de 6 à 7 % l'an...). (7) L'augmentation relative des salaires en fonction des taux de productivité permet de développer la consommation intérieure. Mais, d'une part la modestie des augmentations salariales, d'autre part l'absence de charges sociales élevées (puisque par exemple le système de retraite indexée sur l'augmentation des salaires ne se met en place qu'à partir de 1957) expliquent la faiblesse relative des coûts salariaux pour les entreprises. Les importantes marges bénéficiaires sont réinvesties. Le haut taux de capital investi permet la mise en place d'un cercle vertueux favorable à l'innovation et à la création d'emplois.

◆ Le taux d'autofinancement des entreprises est élevé au cours des années 1950 (jusqu'à 70 %), ce qui permet aux entreprises de faire moins appel au crédit pour se développer en leur assurant une grande stabilité.

◆ La relance de la production industrielle touche dans un premier temps les secteurs des biens de consommation tirés par une forte demande intérieure ; puis, dans un

(7) Ludwig Erhard, *Wohlstand für alle*, Econ Verlag, 2000. La réédition de cet ouvrage est illustrée de nombreux tableaux et données quantitatives sur l'évolution de la production industrielle et de la consommation eux-mêmes tirés des données annuelles du Statistisches Bundesamt (Statistisches Jahrbuch). A partir de 1950, les données peuvent également être retrouvées sur le site du Statistisches Bundesamt ([www.destatis.de](http://www.destatis.de)) ou encore : « Statistiken zum Wirtschaftswunder » in : Statistisches Bundesamt (Hrsg.), *Datenreport 1987*, Zahlen und Fakten über die BRD, Bundeszentrale für politische Bildung, Bd 257, 1987. De nombreux tableaux illustrent également l'ouvrage de Gérard Schneilin, Horst Schumacher, *Économie de l'Allemagne depuis 1945*, Armand Colin, 1992. Pour des données comparatives, voir Augus Maddison, *L'économie mondiale de 1920 à 1992*, OCDE, 1995. Pour les chiffres de la productivité, voir également G. Schneilin, H. Schumacher, op.cité, p. 24.

(5) [www.helmut-schmitz.net](http://www.helmut-schmitz.net), voir également : Werner Abelshauser, *Die langen Fünfziger Jahre*. Wirtschaft und Gesellschaft der Bundesrepublik Deutschland 1949-1966, 1987.

(6) Avec une balance commerciale excédentaire de plus de 137 milliards d'euros pour l'année 2004, l'Allemagne semble renouer aujourd'hui avec la tradition d'une croissance fondée sur les exportations (1,4 % des 1,7 % de la croissance pour 2004 sont imputables aux exportations, contrairement à la France qui fonde son chiffre de croissance de 2,1 % sur la demande intérieure, provoquant ainsi un gonflement des importations et donc un important déficit commercial...)

deuxième temps, la libéralisation des échanges réalisée à partir de 1952 permet à l'Allemagne d'exporter les produits demandés par le marché international : au boom de l'industrie des biens de consommation succède celui de l'industrie des biens d'équipement (électronique et constructions mécaniques). Dès 1951, cette industrie exporte 37 % de son chiffre d'affaires pour atteindre même 56 % en 1958. (8) On peut dire que le succès économique allemand est tiré par la conjoncture internationale. Mais encore fallait-il se mettre en phase avec cette conjoncture, c'est-à-dire, d'une part s'être réintégré dans le système d'échanges commerciaux internationaux (l'OECE puis le GATT et la CEE), d'autre part avoir développé préalablement des industries en mesure de répondre aux besoins de l'économie mondiale.

La RFA tirait dans les années 1950 les bénéfices d'une industrie qui, dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, et faute de commerce avec le « marché captif » que constituaient des colonies, s'était déjà bâtie dans le cadre du marché mondial. L'industrie du charbon et la sidérurgie ne démarrent réellement qu'à partir de 1952, date à la fois de la mise en place de la CECA et de l'aide aux investissements (*Investitionshilfegesetz*) accordée par l'État ouest-allemand à l'industrie lourde, à partir d'une ponction fiscale faite sur l'industrie de consommation.

Il est vrai que le démarrage économique durable de la RFA s'inscrit dans une conjoncture économique favorable de la reconstruction puis de la guerre de Corée. Mais c'est le passage à l'économie de marché ainsi que l'intégration rapide de la RFA (dès 1952) dans les échanges commerciaux internationaux qui permettent à l'industrie allemande d'être tirée par la demande internationale. Désormais, le miracle économique va être porté par le *Mittelstand*.

## Rapide historique de la notion de miracle économique

◆ L'idée de miracle économique allemand apparaît déjà dans les années 1936 à 1938 pour qualifier les succès économiques de la politique hitlérienne. Au milieu des années 1930, la politique hitlérienne était citée en exemple dans la mesure où, grâce d'ailleurs à des principes de relance keynesiens, elle semblait avoir surmonté la grave crise déflationniste du début des années 1930.

◆ L'idée de miracle est due au côté spectaculaire de la réforme monétaire et à son « effet vitrines » fin juin 1948. On voit apparaître du jour au lendemain, à la suite de la réforme monétaire couplée à une libéralisation des prix, des marchandises dans les magasins achalandés comme par miracle. (9) On a parlé en Allemagne de *Schaufensterwunder* avant d'évoquer le miracle économique.

◆ L'expression de miracle économique allemand a été à nouveau lancée par le quotidien anglais *Times* au début des années 1950. La réussite économique allemande apparaît alors à la fois comme le fruit d'une politique économique et comme un succès inespéré après le chaos de la guerre et de la dictature nazie.

◆ A partir du milieu des années 1950, le ministre fédéral Ludwig Erhard est baptisé « père du miracle économique ». L'attribution de la paternité du miracle économique s'accompagne d'une mythification progressive de l'économie sociale de marché qui devient la recette du miracle économique en soi. Cependant, au début, les dirigeants allemands, et en premier lieu le ministre de l'Économie lui-même, refusent l'idée de « miracle économique » dans la mesure où elle n'intègre pas la notion d'effort collectif national ni celle d'une politique économique libérale comme recette du succès économique. (10)

(8) Philipp Heldmann, « Das Wirtschaftswunder in Westdeutschland, Überlegungen zur Periodisierung und Ursachen » in : *Archiv für Sozialgeschichte*, 36, 1996.

(9) Horst Friedrich (Hrsg.), *Mein Kopfgeld. Die Währungsreform – Rückblicke nach 4 Jahrzehnten*, dtv, 1988.

(10) Luigi Einaudi, Friedrich A. von Hayek, *Wirtschaft ohne Wunder*, Erlenbach, Zürich, Rentsch-Verlag, 1953.

◆ Les entreprises couronnées de succès sont présentées comme autant de symboles du « miracle économique allemand » et sont mythifiées dans l'opinion publique : c'est le cas de l'automobile avec Volkswagen et de l'électroménager avec Grundig. Aujourd'hui ces entreprises, lorsqu'elles disparaissent, sont encore qualifiées dans la presse de « fleurons du miracle économique allemand »...

On constate donc que la notion de miracle économique perdure des années 1930 à nos jours. Elle résulte de la conscience ambivalente face au succès économique : d'une part l'efficacité d'une politique économique est magnifiée, d'autre part, le rôle joué véritablement par ses auteurs est potentiellement mis en doute puisqu'un miracle est par nature surnaturel. Par ailleurs enfin elle attribue aux auteurs du miracle économique allemand une aura quasi rédemptrice ; elle prouve leur appartenance divine puisque, pour des protestants, le succès économique est en quelque sorte preuve de la reconnaissance divine.

### Le débat des historiens allemands de l'économie

Les historiens allemands qui défendent l'idée d'un miracle économique, dans le sens d'un succès soudain et inespéré, soulignent les aspects suivants de la reprise : le redémarrage de la croissance date de 1948 et donc de la réforme monétaire et de la libéralisation des prix. (11) Il y a eu, pour ce faire, rupture avec le passé. Ils confortent donc la thèse d'une heure zéro en 1945. Le renouveau a pu avoir lieu grâce à une théorie allemande qui se présente comme une variante du libéralisme : l'ordolibéralisme puis l'économie sociale de marché. (12) Il doit beaucoup au dyna-

misme et au génie politique d'un homme : Ludwig Erhard qui devient ministre de l'Économie en 1949 et garde ce poste jusqu'en 1963 (il devient alors chancelier), assurant une grande continuité à la politique économique menée. (13)

Les historiens opposés à l'idée de miracle soulignent plusieurs faits.

◆ L'ensemble des secteurs industriels redémarre dès 1945 de façon progressive et variable selon les secteurs.

◆ Il existe des éléments de continuité entre la période nationale-socialiste, la guerre et les années d'après-guerre sur le plan de la théorie économique comme sur le plan de la production industrielle et ou des formes d'organisation. (14)

◆ L'accent est mis sur l'aide extérieure (plan Marshall de 1947, annulation partielle des dettes lors des Accords de Londres de 1953), la réintégration de la RFA dans les échanges commerciaux internationaux, la conjoncture internationale (guerre de Corée de 1950). (15)

◆ Mise en avant des revers et des insuffisances du miracle économique, en particulier dans le domaine social (ruine des petits épargnants à la suite de la réforme monétaire, persistance du chômage au début des années 1950, retards dans la construction des logements, faible hausse des salaires, etc.)

Il faut donc revenir sur la période de 1945 à 1948, celle de l'immédiat après-guerre et de l'occupation, pour mieux comprendre les prémices et les composantes du miracle économique ouest-allemand.

(11) Siegfried Freick, *Die Währungsreform 1948 in Westdeutschland. Weichenstellungen für ein halbes Jahrhundert*, 2001.

(12) Jean Baumier, « Économie : les leçons d'un miracle » in : Gérard Sandoz (éd.), *Les Allemands sans miracle*, Armand Colin, 1983 ; Gérard Schneilin, « L'économie de marché : facteur d'intégration ? » in : Jean-Paul Cahn, Gérard Schneilin, Henri Ménudier, *L'Allemagne et la construction de l'Europe 1949-1963*, Edition du temps, 2000.

(13) Volker Hentschel, Ludwig Erhard. *Ein Politikerleben*, Olzog, 1996.

(14) Michael Brackmann, *Vom totalen Krieg zum Wirtschaftswunder*, Klartext, 1993.

(15) Christoph Buchheim, *Die Wiedereingliederung Westdeutschlands in die Weltwirtschaft*, Oldenbourg, 1990.

## II- Heure zéro ou redémarrage de l'économie ?

### Le passif de la guerre : destructions visibles et invisibles

◆ Selon la « *United States Strategic Bombing Survey* » de fin 1944, seulement 6,5 % des machines outils ont été détruites et 16 % des machines dans les usines d'armement. Les mines de la Ruhr ont été à peine touchées. Si bien que la production charbonnière reprend effectivement dès la fin de la guerre.

◆ La destruction du potentiel industriel est plus limitée que ne le suggère les villes bombardées. Grâce à un patrimoine industriel en augmentation constante depuis 1936, grâce à une activité industrielle tirée par la guerre, ainsi qu'à des bombardements sélectifs de la part des alliés américains, le potentiel industriel fut relativement peu amoindri par la guerre.

◆ Ce sont les villes qui ont été principalement détruites (135 villes détruites). Leur destruction laisse plus de trois millions de sans abris auxquels il va devenir de plus en plus difficile d'acheminer de la nourriture. A cela s'ajoutent les 12 millions de réfugiés et expulsés qui entrent en Allemagne à partir de 1945.

◆ Ce sont également les nœuds de communication et les voies ferroviaires qui furent détruites pour désorganiser l'économie de guerre nazie. En particulier, les difficultés d'acheminement du charbon cokéifiable vers les industries sidérurgiques allemandes freinèrent très rapidement la production d'armement qui chuta dès la fin de 1944. La destruction des voies de communication continue de paralyser la reprise économique après 1945. (16)

◆ Mais ce sont avant tout les destructions invisibles qui sont particulièrement graves : il s'agit en effet de la destruction du marché, et donc de la valeur de l'argent. Le

financement de la guerre a été réalisé au moyen d'une « inflation cachée » (cachée dans la mesure où le contrôle des prix ne laissait pas percevoir le gonflement de la masse monétaire) ; la masse monétaire en circulation passe de 60 millions de RM en 1936 à 400 millions en 1945. L'économie de guerre et son cortège de mesures dirigistes ont cassé le marché et désorganisé l'ensemble de la production en se polarisant sur l'armement financé par les emprunts publics et l'inflation.

### L'État allemand est donc en faillite avec un déficit budgétaire colossal financé par l'inflation

La conjugaison entre les problèmes inflationnistes et les problèmes de transport est explosive après 1945. D'une part les marchandises sont produites en quantité insuffisante, d'autre part, lorsqu'elles sont produites, elles ne parviennent pas dans les lieux de vente, retenues soit par des problèmes de transport réels, soit par le manque d'intérêt que pouvaient avoir les commerçants à écouler des marchandises à prix fixés, surtout lorsqu'ils avaient eu les plus grandes difficultés à les obtenir. Ils ont donc deux solutions : soit ils retiennent les marchandises et les stockent en attendant de pouvoir les vendre un jour à meilleur prix, soit ils les écoulent au marché noir qui prolifère dès la fin de la guerre.

Dans l'économie allemande d'après-guerre, le marché ne fonctionne plus dans la mesure où les prix ne sont pas libres et n'indiquent plus la valeur marchande. On revient à nouveau à une situation de troc et ou de marché noir qui mobilise l'énergie des travailleurs occupés à assurer leur survie. Les sites de production démarrent certes dès la fin de la guerre, mais le niveau de production, en particulier de l'industrie lourde, se heurte rapidement au problème de transport des matières premières vers les industries de transformation. La reconstruction touche à ses limites et les problèmes de subsistance ne sont réglés que très inefficacement par l'économie dirigée. (17)

(16) Toutes les données concernant le redémarrage de l'économie allemande après 1945 peuvent être retrouvées dans : Werner Abelshäuser, *Wirtschaftsgeschichte der Bundesrepublik Deutschland 1945-1980*, Suhrkamp, 1983.

(17) Walter Eucken, *Ordnungspolitik*, LIT (réédition) 1999.

## L'occupation alliée : de la punition à l'aide au redressement économique

Le partage en zones aggrave la communication interrégionale nécessaire au bon fonctionnement d'une économie dont l'interdépendance régionale était essentielle pour la survie. L'interdiction du commerce interzonal est largement dommageable à la reprise économique. Le principe, édicté à la conférence de Potsdam, visant à considérer l'Allemagne comme une unité économique, n'est pas respecté.

### Les plans alliés

◆ Les premiers plans alliés (en particulier américains) sont moins marqués du sceau idéologique que de celui de la vengeance : Plan Morgenthau (18), directive américaine JCS 1067 de mai 1945, selon lequel aucune mesure visant à redresser ou renforcer l'économie allemande n'est autorisée.

◆ Le texte de la conférence de Potsdam en juillet 1945 comporte expressément une demande de mesures immédiates en faveur d'une restauration des réseaux ferroviaires et routiers, de l'extraction minière, de l'augmentation de la production agricole ainsi que la construction de logements.

◆ Ces principes débouchent sur le plan industriel du 28 mars 1946, promulgué par le Conseil de contrôle interallié et qui limite l'ensemble de la production à 50 % de celle de 1938, chiffre de toute façon jamais atteint sur la période donnée pour l'interdiction.

Le plan industriel imposait certes des limitations à la production industrielle allemande. Cependant, les chiffres de production maximale pour tout un ensemble d'industries n'ont de toute façon pas été

atteints, dans la mesure où la production était freinée par les causes mentionnées ci-dessus. Les limitations eurent plutôt un effet psychologique négatif que de véritables retombées économiques.

### Les démontages

1 800 sites dont la moitié en zone soviétique devaient être démontés. Dès 1947, la liste de démontages se réduit : 682 usines en tout devaient être démontées (dont 166 en zone US et 236 en zone française). Le 22 novembre 1949 sont signés les accords de Petersberg prévoyant la fin des démontages pour 1951. Entre 3,1 et 5,3 % de la capacité industrielle seulement auraient été perdus.

On constate donc que ni les limitations édictées dans le plan industriel de 1946, ni les démontages n'ont obéré réellement la reconstruction économique dans les zones occidentales. D'une part parce que les limites n'ont jamais pu être atteintes ; d'autre part parce que les démontages ont été rapidement soit diminués, soit arrêtés (par exemple en zone américaine dès 1946). Les démontages les plus importants se situent en zone soviétique. Ils furent également les plus gênants, ainsi que la politique d'obstruction française contre les mesures économiques visant à rétablir les relations interzonales et l'unité économique. En effet, la France s'est opposée à la mise en place d'une administration des chemins de fer allemands ainsi qu'à l'ouverture des frontières interzonales pour le transport des passagers. D'une manière générale le manque d'unité et l'interdiction du commerce interzonal obèrent la reprise économique.

### La crise de l'hiver 1946-1947

◆ Au cours de l'hiver 1946-1947 particulièrement rigoureux, les convois de ravitaillement retenus par le gel ne parviennent plus dans les villes. Les Soviétiques cessent l'envoi de ravitaillement auquel ils s'étaient engagés en échange de démontage. On parle de « *Ernährungssabotage* » et la colère gronde contre les Alliés. En

(18) « Il faut faire sentir aux Allemands que les méthodes de guerre sans pitié de l'Allemagne et de la résistance fanatique nazie ont détruit l'économie allemande et rendu inévitable le chaos et la souffrance et qu'ils ne peuvent fuir les conséquences d'actes dont ils sont responsables. L'Allemagne n'est pas occupée dans le but d'être libérée mais en tant que nation ennemie. Les principales industries seront contrôlées ou supprimées ». ([www.perso.wanadoo.fr/bastas/pgamorgenthau.html](http://www.perso.wanadoo.fr/bastas/pgamorgenthau.html))

avril 1947 (19), 300 000 mineurs dans la Ruhr se mettent en grève et organisent des marches pour réclamer à manger. Ce problème aigu n'est résolu ponctuellement que grâce à l'envoi supplémentaire d'aide alimentaire ou à la redistribution des rations destinées à l'armée anglaise ou américaine. Les livraisons interzones ne fonctionnent pas et la remise en route des liaisons ferroviaires et routières interzonales est gênée par la division. L'unité économique devient une urgence humaine, existentielle et donc pas seulement politique.

Les Américains comprennent que s'ils ne donnent pas rapidement aux zones occidentales une autosuffisance alimentaire, ils auront à soutenir économiquement le pays à terme et à subir potentiellement de graves difficultés économiques et politiques. Le problème se situe donc au niveau logistique et structurel. Le général Clay arrête alors l'engagement pris avec les Soviétiques en mai d'échanger des vivres contre des démontages d'installations industrielles. Les Soviétiques, eux, continuent de piller leur zone (un quart des capacités industrielles est-allemandes sont démontées entre 1945 et 1946).

◆ La création de la bizonie anglo-américaine le 1<sup>er</sup> janvier 1947 n'a pas qu'une dimension politique déterminée par la guerre froide ; elle est également une conséquence des réflexions américaines sur la relance de l'unité territoriale. Il fallait régler les problèmes de transports et d'échanges interzonaux qui ponctuellement menaçaient de plonger le pays dans la famine. Ils bloquaient aussi le redémarrage économique qui avait effectivement commencé mais touchait à ses limites.

◆ Au-delà des querelles de chiffres sur la quantification du redémarrage économique, celui-ci ne dépend pas seulement du redémarrage des sites industriels. C'est aussi un problème de transports, d'échanges paralysés, échanges tant au niveau logistique que commercial et monétaire et

même de masses migratoires en circulation, à replacer, à intégrer. Le problème économique de la fin de l'après guerre est d'ordre structurel. L'économie dirigée héritée des années de guerre n'est plus à même d'organiser de manière efficace à la fois les flux commerciaux et monétaires. Il fallait trouver une structure, un ordre économique en mesure de mettre en marche la machine économique cassée et dévoyée par des années de guerre.

La crise de l'hiver 1946-47 marque un tournant dans la politique américaine vis-à-vis de la reconstruction des zones occidentales. Dès 1946 se met en place le programme GARIOA (*Government Appropriation and Relief for Import in Occupied Areas*) qui livra des matières premières et des biens alimentaires à l'Allemagne, à l'Autriche et au Japon.

### **L'aide à la reconstruction économique. Le Plan Marshall et les accords de Londres**

L'Allemagne occidentale a certes reçu une aide financière importante dans le cadre du plan Marshall. Cependant il faut noter les points suivants :

◆ Avec seulement 10 % de l'aide accordée à 16 pays, l'Allemagne vient en quatrième position derrière la Grande-Bretagne, la France et l'Italie (1,4 milliard de dollars). (20)

◆ Le plan Marshall contribue à la mise en place d'un système de circulation de capitaux qui va irriguer le redémarrage industriel en fournissant du capital pour les investissements ; l'aide financière du plan Marshall prend la forme de crédits alloués aux entreprises pour la reconstruction. Ces crédits sont distribués par la *Kreditanstalt für Wiederaufbau*, créée à cette

(19) Alexander von Plato, Almut Leh, *Ein unglaublicher Frühling. Erfahrene Geschichte im Nachkriegsdeutschland 1945-1948*, Bonn 1997.

(20) Roland Bunzenthal, 50 Jahre Marshall-Plan-Mythos und Motor der Marktwirtschaft, *Frankfurter Rundschau* du 31.01.1997 ; Gérard Bossuat, *L'Europe occidentale à l'heure américaine. Plan Marshall et unité européenne. 1944-1952*, Complexe, Bruxelles 1992.

occasion. (21) Ce sont ensuite les Accords de Londres de 1953 qui permettent d'annuler environ deux tiers des dettes extérieures contractées par l'État allemand depuis 1918 (3 milliards de dollars).

L'Allemagne passe ainsi du statut d'un pays occupé à celui d'un pays aidé puis d'un pays allié. La faillite de l'État allemand a été entérinée et acceptée par les Alliés occidentaux. En ce sens il y a bien eu sur le plan financier et monétaire une heure zéro ainsi qu'une suite de miracles politiques réalisés par les alliés, principalement américains bien sûr.

### III- Le miracle de la réforme monétaire

#### La préparation de la réforme monétaire

De nombreux économistes allemands, issus ou proches des cercles de la *Reichsbank*, du ministère des Finances et du ministère de l'Économie nazis, ont pris conscience vers 1943, c'est-à-dire dès la mise en place du concept de « guerre totale », du danger financier et monétaire représenté par un mode de règlement des dépenses de guerre principalement fondé sur l'inflation. Par ailleurs, cette inflation était cachée par des prix contrôlés ; les nazis souhaitaient, en assurant des prix bas à la consommation des biens alimentaires, garder le soutien de l'opinion publique pour une guerre totale.

Le manque de courage politique et les conséquences dramatiques de l'économie dirigée ont été fustigés par un économiste qui devint célèbre après 1945 ; Ludwig Erhard rédigea dès 1944 une expertise sur le sujet. (22) Il faut donc noter que des économistes allemands avaient pris conscience de la nécessité d'une véritable

purge monétaire et financière si l'on ne voulait pas voir l'État allemand acculé à la faillite. (23)

Les Américains de leur côté développent après la guerre un projet très précis de réforme monétaire : c'est le **plan Colm-Dodge-Goldsmith du 20 mai 1946**. Celui-ci est proposé à la discussion aux experts économistes allemands réunis dans une « *Sonderstelle Geld und Kredit* » à partir du printemps 1947 ; ils avaient élu Ludwig Erhard à leur tête. Le résultat des confrontations entre les projets et positions allemandes et les projets américains est le « **Homburger Plan** » publié le **18 avril 1948**. Entre temps, Ludwig Erhard, devenu directeur de l'administration économique de la bizonie, proclama en cette qualité **la réforme monétaire le 21 juin 1948**. Et il s'était lui-même laissé convaincre par ses conseillers économiques ordolibéraux comme Leonhard Miksch ou Walter Eucken de la nécessité d'une libéralisation concomitante des prix.

Le saut vers l'économie de marché s'effectuait dans le plus grand scepticisme général, y compris celui des Américains qui considéraient la libéralisation certes comme un acte nécessaire mais quelque peu prématuré. La réforme monétaire du 21 juin 1948 n'a pas été « imposée » par les Alliés ; elle fut le fruit de réflexions parallèles puis d'après discussions communes portant sur les modalités d'exécution. (24)

#### La réforme monétaire en chiffres

La réforme monétaire consista à remplacer une monnaie par une autre, comme cela avait déjà été le cas lorsque le « *Rentenmark* » remplaça le *Reichsmark* en

(21) La *Kreditanstalt für Wiederaufbau* se consacre principalement à l'octroi de crédits aux pays en voie de développement.

(22) Ludwig Erhard, *Kriegsfinanzierung und Schuldenkonsolidierung*, 1944 (réédité en 1977).

(23) Michael Brackmann, *Vom totalen Krieg zum Wirtschaftswunder : die Vorgeschichte der westdeutschen Währungsreform 1948*, Klartext-Verlag, 1993.

(24) Volker Hentschel, *Ludwig Erhard, ein Politikerleben*, op.cité, p. 37 et sq., et Sylvain Broyer, « Retour à l'économie de marché : les débats du conseil scientifique attaché à l'administration économique de la Bizonie » in : Patricia Commun (dir.), *L'ordolibéralisme allemand*. Aux sources de l'économie sociale de marché, CIRAC/CICC, Cergy-Pontoise, 2003, p. 201-221.

1924 pour régler le problème de l'hyperinflation en 1923. Toute crise inflationniste grave se résout toujours de cette manière : il faut réduire considérablement la masse monétaire en circulation pour rétablir un équilibre entre la masse monétaire et les biens disponibles. C'est un procédé technique, une opération chirurgicale brutale mais nécessaire, ou une véritable purge financière plutôt amère pour l'ensemble de la population.

On procéda de la manière suivante :

- ◆ Chaque Allemand(e) put échanger une somme forfaitaire de 40 RM contre 40 DM.
- ◆ Une somme de 60 DM par travailleur fut allouée aux entreprises
- ◆ Au-delà de ces sommes forfaitaires, les Allemands durent donner 10 RM pour obtenir 1 DM.
- ◆ Cependant, les salaires, les pensions et les loyers furent convertis en termes constants (1 RM = 1 DM).
- ◆ Pour tous les crédits bancaires, 100 RM équivalaient à seulement 10 DM.
- ◆ 70 % des sommes déposées sur tout compte livret furent supprimées.
- ◆ Le reste (10 %) bloqué sur un compte à vue disponible en 1953 seulement.
- ◆ Seuls 20 % furent libérés et remis à la disposition des clients.
- ◆ Les créances de l'État nazi furent annulées. Les banques et compagnies d'assurance furent ensuite dédommagées par les Länder à hauteur globale de 21 millions de DM.

### **Dimension économique et sociale de la réforme monétaire et de la libéralisation des prix**

#### **Une fausse impression d'égalité**

La distribution d'une somme forfaitaire de 40 DM à chacun a donné une fausse impression d'égalité : on croyait repartir à zéro avec les mêmes chances pour tous. Cet événement a sans doute conforté le sentiment général de vivre une « heure zéro ».

Mais, en réalité, les petits épargnants payaient la ruine de l'État nazi dans la

mesure où plus de 70 % des économies disparurent purement et simplement. Les véritables gagnants de l'opération étaient les heureux propriétaires d'un patrimoine immobilier (quand par hasard il n'avait pas été détruit) et surtout les propriétaires des moyens de production. Ces derniers furent certes privilégiés mais avec en retour la redoutable tâche de relancer l'économie du pays. Enfin, le fait que les avoirs bancaires disparaissaient en grande partie obligea l'immense majorité de la population à rechercher un travail, seul moyen d'être rétribué dans la nouvelle monnaie. Il faut noter à cet égard que la réforme monétaire s'accompagna également d'une augmentation considérable du temps de travail légal hebdomadaire : on passa en juin 1948 de 39 heures à 48 heures hebdomadaires.

Ce n'est pas par « miracle » que les Allemands des zones occidentales retrouvèrent le chemin du succès économique mais dans un immense effort de travail collectif qui explique bien sûr la croissance spectaculaire de la production industrielle dans les années 1950. Cet effort collectif a porté ses fruits car il a pu s'appuyer sur des bases financières et monétaires assainies par la réforme monétaire.

#### **Retour à l'économie de marché**

Par ailleurs, la libéralisation des prix permit le retour à une économie de marché. Pour comparaison, la France, elle, resta pendant les années 1950 dans un système d'économie dirigée et de contrôle des prix qui ne vint pas à bout d'une crise inflationniste quasi permanente et qui sapait constamment les progrès de la production industrielle. Le niveau des prix français stabilisés à 20 % environ au-dessus des cours mondiaux gêna considérablement les exportations françaises. (25) Dans les zones occidentales allemandes, au contraire, quelques centaines de prix furent libérés dès fin juin 1948. Le prix des matières premières ainsi que les prix de

(25) Marianne Moguen-Toursel, *L'ouverture des frontières européennes dans les années 1950*, PIE, Bruxelles, 2002.

certaines biens de consommation de première nécessité étaient, eux, symboliquement et contre l'avis de Ludwig Erhard restés fixés (comme celui du pain et du charbon libérés plus tardivement).

### Une inflation contenue

Cependant, la libéralisation des prix eut pour conséquence immédiate une montée en flèche des prix à la consommation (14 % en novembre 1948). Face à la grève générale de novembre 1948, Erhard resta ferme et refusa les augmentations de salaires demandées par les syndicats. Celles-ci auraient eu pour effet d'aggraver le risque inflationniste en engageant un cercle vicieux d'augmentation des salaires en rattrapage des augmentations de prix.

La progression de l'inflation se calma effectivement dans les mois qui suivirent, principalement grâce à des mesures de restriction du crédit bancaire qui permirent de réduire le gonflement de la masse monétaire. (26) La baisse du prix des matières premières sur le marché mondial concourt également à calmer la poussée inflationniste. Parallèlement, l'augmentation rapide de la production industrielle, en particulier dans le domaine des biens de consommation, permit au volume de la masse des biens disponibles de rattraper progressivement celui de la masse monétaire, condition d'un bon équilibre et garant d'une absence d'inflation.

Peut-on cependant dire que si les conditions dans lesquelles se prépare le miracle économique sont explicables, alors la notion de miracle ne reste valide que pour la population et ou ceux des observateurs d'aujourd'hui ignorants de ces réalités économiques ? Est-ce à dire que l'explication du miracle fait disparaître le miracle ?

### Un miracle d'ordre social

Non, le miracle économique ne peut disparaître derrière l'analyse et l'explication des faits économiques. Car, d'une part le suc-

cès de la mise en place de cercles vertueux permettant de sortir de la crise n'était pas garanti, au vu de la tâche immense à accomplir, et d'autre part, l'idée du miracle a été semble-t-il prolongée par toute une politique de communication gouvernementale autour des premiers succès économiques. On peut même affirmer que l'impression de miracle fut savamment entretenue et donna à la politique économique de Ludwig Erhard une aura qui la plaçait au-delà des critiques de l'opposition politique. Cette impression de miracle devait également en quelque sorte compenser l'absence de mesures sociales (qui se mettent en place dans la deuxième moitié des années 1950 seulement), ainsi que des augmentations de salaire modestes qui ne permettaient pas immédiatement à la population de s'adonner aux joies du consumérisme.

Le miracle serait donc plutôt d'ordre social : comment une population déchirée, traumatisée, divisée, considérablement hétérogène à la suite de l'afflux massif de réfugiés et d'Allemands expulsés de leurs territoires a-t-elle accepté de se remettre au travail, sans verser dans la révolte excessive contre les occupants ou la démocratie rétablie, et surtout sans rechute dans une dictature qui malgré tout restait relativement idéalisée dans les esprits ? L'histoire sociale donne des éléments de réponse à ces questions qu'il n'est pas possible de reprendre dans le cadre de cette contribution. (27)

Nous nous attacherons ici simplement à donner quelques exemples de la manière dont l'accompagnement politique de mesures économiques difficiles et socialement

(26) Werner Abelshäuser, *Wirtschaftsgeschichte der Bundesrepublik Deutschland 1945-1980*, Suhrkamp 1983, p. 63.

(27) Axel Schildt, Arnold Sywottek (Hrsg.), *Modernisierung im Wiederaufbau : die westdeutsche Gesellschaft der 50er Jahre*, Bonn, Dietz, 1998 ; Axel Schildt, *Medialisierung und Konsumgesellschaften in der 2. Hälfte des 20. Jahrhunderts*, Essen, Klartext-Verlag, 2004. Il faut également lire et analyser les témoignages de ceux et celles qui ont vécu cette période, par exemple la réforme monétaire pour voir si le sentiment de miracle était vraiment aussi répandu que la notion de « *Schaufensterwunder* » veut bien laisser le croire : par exemple, Heinz Friedrich (Hrsg.), *Mein Kopfgeld. Die Währungsreform. Rückblicke nach 4 Jahrzehnten*, DTV, 1988.

iniques, a sciemment joué sur le registre du miracle, c'est-à-dire de l'inattendu, de l'inespéré et du grandiose, de la promesse d'abondance qui pose les jalons de la future société de consommation.

### La mise en scène du miracle économique. Quelques exemples

La réforme monétaire et le « miracle des vitrines » (*Schaufensterwunder*) marquent en fait la naissance de l'idée d'un miracle économique. Ce miracle, c'était celui de l'abondance après des années de privation, au milieu d'une Allemagne encore en ruine. Pour que des marchandises apparaissent soudain dans les rayons des magasins, que les mets proposés sur les cartes des restaurants soient effectivement disponibles, il fallait que les marchandises aient été acheminées vers les lieux de vente et non vendues, retenues en attendant le jour J.

Il semblerait que la nouvelle d'une réforme monétaire prochaine et d'une libéralisation des prix ait filtré en dehors des cercles politiques restreints dès les premiers mois de l'année 1948. On ne sait pas encore très bien si Ludwig Erhard a laissé sciemment la nouvelle se répandre quelques semaines avant l'événement. Les propriétaires de magasins retiennent alors les marchandises dans l'attente et l'espoir de gains futurs. Erhard avait un souci d'ordre économique et financier : il fallait qu'il y ait suffisamment de marchandises offertes à la vente pour éponger l'apport de la masse monétaire qui serait distribuée brutalement au mois de juin et parer le mieux possible au danger d'inflation.

### Abondance et indépendance

Autre effet important qui explique l'effet miracle : c'est Ludwig Erhard lui-même qui tient à annoncer par voie radiophonique la réforme et la libéralisation des prix en présentant ces mesures comme décidées par lui-même et de manière souveraine. Il n'est à aucun moment question de mesures imposées par les Alliés. Si bien que les Allemands ont pu gagner l'impression que cette réforme était la leur, qu'ils disposaient d'un certain espace de souveraine-

té dans ce domaine économique et financier. Ils pouvaient donc s'identifier largement à cette mesure radicale qui leur ouvrait à la fois la voie de l'abondance et de l'indépendance. La promesse de bien-être matériel se faisait tangible derrière les vitrines, et même si avec 40 DM, on ne pouvait s'acheter que très peu de chose, on recommençait à manger des œufs, à boire du thé et à rêver de bonheur et de chaleur. (28)

On a du mal à imaginer aujourd'hui combien la satisfaction de besoins alimentaires de base après des années de privation peut procurer un sentiment de bonheur existentiel simple et fort, et donc de reconnaissance jusqu'au sentiment de miracle. Le marché noir disparut brutalement, de manière non pas miraculeuse, mais grâce à la liberté des prix qui le rend tout simplement inutile. Finis alors les longs trajets incertains pour trouver dans les campagnes des œufs, un poulet, les journées passées pour rechercher sa subsistance... On pouvait commencer de reconstruire, dans un début de fierté nationale retrouvée. Certes, il y a le 12 novembre 1948 une grève générale organisée par les syndicats qui demandent des augmentations de salaire pour rattraper l'augmentation des prix, mais elle n'est pas très suivie et les revendications cessent dès que l'inflation s'estompe.

### La conversion de la CDU

Sous la pression des revendications sociales et de l'administration économique de la bizonie, effrayée par les soubresauts de la remise en route de l'économie de marché, Erhard ne cédera que sur un point. Il met en place une sorte de programme de campagnes de prix. Le « *Jedermann-Programm* » qui n'était pas un retour aux contrôles des prix mais un programme d'incitation à la baisse des prix de vente sur un certain nombre de produits de première nécessité : ainsi par exemple le prix des chaussures. Par ailleurs, les prix des

(28) Sybil Gräfin Schönfeldt, « Kaum ein bisschen Silber um den Spiegel » in : Heinz Friedrich (Hrsg.), *Mein Kopf-geld*, op.cité, p. 29 et sq.

denrées de consommation courante faisaient l'objet de publications de prix incitatifs, tout à fait dans la continuité de ce qu'avait pu faire le commissariat aux Prix de Carl Goerdeler dans les années 1934-1936. Cependant, ces mesures furent d'ordre plus politique et psychologique que d'une efficacité économique réelle.

Aux revendications sociales, Ludwig Erhard répond régulièrement par des discours mettant en avant les progrès accomplis, citant les chiffres de la production (par exemple celle des chaussures de mois en mois). Il restait encore beaucoup à faire : il manquait plus de 5 millions de logements au début des années 50, il y avait encore plus de 4 millions de chômeurs, chiffre gonflé par l'afflux massif de réfugiés. Imperturbablement, devant chaque soubresaut et chaque crise, Ludwig Erhard reprend son discours mettant en avant les aspects positifs, glorifiant les efforts accomplis et revenant toujours à son credo de l'économie sociale de marché. La libéralisation du marché devient la recette miracle à laquelle il fallait se tenir coûte que coûte.

Le miracle politique tient à la conversion que Ludwig Erhard a réussi à opérer au sein des partis politiques. La CDU était opposée en 1946-47 à l'idée d'économie de marché et donc de libéralisation des prix. L'évolution de l'opinion chrétienne-démocrate entre le programme d'Ahlen (3 février 1947) et celui de Düsseldorf (15 juillet 1949) est principalement son œuvre. La longue habitude d'économie dirigée prise depuis le début des années 1930 se marquait également dans une administration plus habituée à contrôler qu'à gérer une économie de marché. (29)

Pour comprendre le chemin parcouru sous l'égide du miracle économique, il faut donc à la fois se remémorer les mesures de politique économique prises, mais aussi et surtout relire les témoignages, écouter les actualités de l'époque qui réalisent constamment une mise en scène médiatique du succès économique. Le miracle économique est un beau thème d'études pour les germanistes dans la mesure où il offre de multiples perspectives d'analyses de romans (ceux de Martin Walser par exemple), de témoignages, de documents sonores, d'images publicitaires ou d'archives d'actualités. Il ne faut pas expliquer le miracle pour le démythifier, il faut plutôt en analyser ses manifestations et ses effets. Il a sans doute concouru à galvaniser l'élan collectif ouest-allemand dans les années 1950, dans l'attente d'un véritable retour de la prospérité qui a lieu dans la deuxième moitié des années 1950. Enfin, c'est dans le miracle économique fondé sur la naissance du DM, puis dans les succès à l'exportation que s'incarna la seule fierté nationale admise et avouée de l'Allemagne de l'Ouest.

**Patricia Commun** est maître de conférences en allemand à l'université de Cergy-Pontoise et directrice adjointe du département Langues étrangères appliquées.

Elle a publié un ouvrage collectif : *L'ordolibéralisme allemand. Aux sources de l'économie sociale de marché*, CIRAC/CICC, Cergy-Pontoise, 2003. Elle est également l'auteur de nombreux articles en français et en allemand sur Ludwig Erhard dont un peut être consulté sur le site du Walter Eucken Institut de Fribourg  
[www.eucken.de/publikationen/04\\_4bw.pdf](http://www.eucken.de/publikationen/04_4bw.pdf)

(29) Bernhard Löffler, *Soziale Marktwirtschaft und administrative Praxis*. Das Bundesministerium unter Ludwig Erhard, Franz Steiner Verlag, 2002.